

M. PHILIPPE GAUTIER

Greffier

Tribunal international du droit de la mer

Professeur extraordinaire

Université catholique de Louvain (Louvain-la-Neuve)

Lieu et date de naissance : Bujumbura (Burundi), le 1er février 1960.

Formation : Licence en droit (1982), Licence en philosophie (1983), Diplôme d'études spécialisées en droit européen (1985), Docteur en droit (1992), Université catholique de Louvain (Louvain-la-Neuve).

Expérience professionnelle: Administrateur (division des traités, 1984–1988; service Droit de la mer/Antarctique, 1988–1991), conseiller adjoint, chef du service Droit de la mer/Antarctique (1991–1995), conseiller, chef de la Direction des traités (1995–1997), Ministère des affaires étrangères de Belgique; assistant (1985–1993), maître de conférences (1993–1996), professeur (depuis 1996), faculté de droit, Université catholique de Louvain (Louvain-la-Neuve); a enseigné à l'Université de Butare (Rwanda) (1987), University for Peace (San José, Costa Rica) (2002–2004), Amsterdam Law School (2004–2005), Université libre de Bruxelles (depuis 2006), Académie de droit international de La Haye, cours de perfectionnement pour praticiens en droit international public (2011), IMO International Maritime Law Institute, Malte (depuis 2011); Greffier adjoint du Tribunal international du droit de la mer (1997–2001); Greffier du Tribunal international du droit de la mer (depuis 2001).

Membre: Délégation belge : négociations relatives à la délimitation des espaces maritimes de la Belgique avec la France, le Royaume-Uni et les Pays-Bas (1991–1996), Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (1989–1990, chef de délégation 1991–1994), consultations tenues par le Secrétaire général de l'ONU sur la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1991–1994), Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons dont le déplacement s'effectue tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et les stocks de poissons grands migrateurs (1993), réunions des parties consultatives au Traité sur l'Antarctique (1990, chef de délégation 1991–1996); Société belge de droit

international; Société française pour le droit international; Association internationale du droit de la mer; Centre de droit international de l'Université libre de Bruxelles; conseil scientifique de l'Institut du Droit Économique de la Mer (Monaco).

Publications: Auteur de publications sur le droit international, dont *Essai sur la définition des traités entre Etats*, 1993; « De 1982 à 1994 : les étapes d'une modification "singulière" de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 », *RBDI*, 1995; « Le plateau continental de la Belgique et sa délimitation – quelques réflexions sur la notion d'accord implicite », *RBDI*, 1995; « Institutional developments in the Antarctic Treaty System », *International Law for Antarctica*, 1996; « La procédure devant le Tribunal international du droit de la mer », *Espaces et ressources maritimes*, 1998; « The Reparation for Injuries Case Revisited : The Personality of European Union », *Max-Planck Yearbook of United Nations Law*, 2000; chroniques sur les activités du Tribunal dans le *Chinese Journal of International Law*, 2003–2012; *La zone économique exclusive et la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, 1982–2000 : un premier bilan de la pratique des Etats* (co-éd.), 2003; « Les affaires de "prompte mainlevée" devant le Tribunal international du droit de la mer », *The Global Community – Yearbook of International Law and Jurisprudence*, 2003, vol. 1; « Sentence rendue le 14 janvier 2003 par le tribunal arbitral constitué par le Gouvernement de la République française et l'UNESCO sur la question du régime fiscal des pensions versées aux fonctionnaires retraités de l'UNESCO résidant en France », *AFDI*, 2003; « NGOs and Law of the Sea Disputes », *Civil Society, International Courts and Compliance Bodies*, 2005; *The Rules of the International Tribunal for the Law of the Sea: A Commentary* (co-éd.), 2006; « L'Etat du pavillon et la protection des intérêts liés au navire », *Liber amicorum Lucius Caflisch*, 2007; "Environmental damage and the United Nations Claims Commission : new directions for future international environmental cases?", *Liber Amicorum Judge Thomas A. Mensah*, 2007; « Les accords informels et la convention de Vienne sur le droit des traités entre Etats », *Liber Amicorum Jean Salmon*, 2007; « Mesures conservatoires, préjudice irréparable et protection de l'environnement », *Liber Amicorum Jean-Pierre Cot*, 2009; « Urgent Proceedings before the International Tribunal for the Law of the Sea », *Issues in Legal Scholarship*, Berkeley Electronic Press, 2009; « Le règlement obligatoire des différends relatifs au droit de la mer et la pratique des Etats », dans: *The Global*

Community – Yearbook of International Law and Jurisprudence, 2009; « Applicabilité directe et droit de la mer », dans: *Liber Amicorum Daniel Vignes*, 2009; *The Exercise of Jurisdiction over Vessels: New Developments in the Fields of Pollution, Fisheries, Crimes at Sea and Trafficking of Weapons of Mass Destruction* (co-éd.), 2011; « On the Classification of Obligations in International Law », dans : *Coexistence, Cooperation and Solidarity: Liber Amicorum Rüdiger Wolfrum*, Martinus Nijhoff, Leiden, 2011; “Article 1” et “Article 2”, *The Vienna Conventions on the Law of Treaties – A Commentary*, 2011; « Le rôle du Tribunal international du droit de la mer dans le maintien de l’ordre public en mer », dans: *Ordre public et Mer*, Pédone, 2012; « Advisory Proceedings before the International Tribunal for the Law of the Sea », dans: *Technical and Legal Aspects of the Continental Shelf and the Area*, Beijing, 2012.